

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 23 OCTOBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois octobre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Pierre CHAPUIS, Maire, en session ordinaire.

Présents : Mmes MOREL Sandrine, PIQ Patricia, ROURE Séverine, VIANNET Josiane, et MM. CHAPUIS Pierre, LASCOMBE Michel, LIOGIER Michel, PIALAT Yves, TASSAN-DIN Bruno et VIDAL Emmanuel

Procurations : Mme GUICHARD Cécile (à Mme VIANNET Josiane), Mme VOLPARO Emmanuelle (à M. TASSAN-DIN Bruno), M. TESTON Daniel (à Mme ROURE Séverine)

Absents : MM. BREYSSE Sylvain, et TESTUD Jean-Luc

Secrétaire de séance : Mme VIANNET Josiane

Le Maire constate dès lors que le quorum est atteint. En effet, sur les 15 membres en exercice, 10 sont physiquement présents, le quorum étant fixé à la moitié des membres en exercice, soit 8 membres.

Ordre du Jour :

1. *Désignation du(de la) secrétaire de séance*
2. *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 3 juillet 2025*
3. *Décisions du Maire dans le cadre des délégations du Conseil Municipal*
4. Réfection des réseaux humides et trottoirs avenue du Val d'Ardèche : avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre **(2025/047)**
5. Réfection des réseaux humides et trottoirs avenue du Val d'Ardèche : choix des entreprises **(2025/048)**
6. Installation d'un nouveau système de chauffage au complexe périscolaire : choix de l'entreprise **(2025/049)**
7. Mise en vente des bâtiments 5B rue Mercière et 14 rue de la Fontaine : choix de l'agence **(2025/050)**
8. Service des Eaux : approbation du rapport annuel sur la qualité et le prix de l'eau et de l'assainissement 2024 **(2025/051)**
9. Budget principal 2025 : Décision modificative n°1 **(2025/052)**
10. Budget 2025 : attribution de subventions exceptionnelles à des associations **(2025/053)**
11. Finances : Répartition des recettes de la vente des concessions funéraires entre le budget principal et le budget annexe du CCAS **(2025/054)**
12. Assurance des risques statutaires du personnel : adhésion au contrat groupe 2026-2029 proposé par le Centre de Gestion **(2025/055)**
13. Questions orales
14. Informations diverses

1. DÉSIGNATION DU(DE LA) SECRÉTAIRE DE SÉANCE

En application de l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal désigne Mme VIANNET Josiane comme secrétaire de séance.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X	12
Contre																0
Abstention																0
Déport													X			1

Le Conseil adjoint à la secrétaire une auxiliaire en la personne de Mme Isabelle VENTALON et de M. Thierry BRUN.

2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 3 JUILLET 2025

Après en avoir pris connaissance, le Conseil Municipal arrête le procès-verbal de la réunion du 3 juillet 2025 rédigé par Mme Josiane VIANNET, secrétaire de séance lors de la séance précédente.

Le Maire demande s'il y a une demande de scrutin particulier, scrutin public ou scrutin secret. Constatant qu'aucune demande de scrutin particulier n'est présentée, le vote a lieu à main levée.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

3. DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire indique que, depuis la dernière réunion du conseil municipal, il a validé les devis suivants :

- Gedimat-Cayreyre : Achat d'un perforateur pour le service technique
Montant : 1 471,42 € TTC
- SAS Auto Industrie Méric 07200 AUBENAS : installation d'une station de stockage gasoil de 1000 litres avec compteur et pompe pour les véhicules municipaux
Montant : 1 374,00 € HT -1648,00 € TTC)
- EURL Pépinières Plancher 07380 LALEVADE D'ARDECHE : installation d'une clôture en rondins de pin aux abords de la micro-crèche
Montant : 2884,00 € HT (3 460,80 € TTC)
- EURL Pépinières Plancher 07380 LALEVADE D'ARDECHE : installation d'une clôture en rondins de pin autour de l'aire de fitness
Montant : 3224,00 € HT (3 868,80 € TTC)
- Rhône Cévennes Ingénierie 07200 LACHAPELLE-SOUS-AUBENAS : contrat d'honoraires de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du mur de terrasse du site du Pont du

Diable. Montant : 4 500 € HT (5 400 € TTC) + 2 500 € HT (3000 € TTC) si montant travaux inférieur à 50 000 € ou 3 500 € HT (4 200 € TTC) si montant travaux supérieur à 50 000 €.

- EURL Entreprise VALETTE – 07380 PRADES : installation d'une cuve de stockage d'eau potable de 3 m3 dans le cadre de l'amélioration de l'alimentation du hameau des Thérons. Montant : 7 160,00 €HT (8 592,00 € TTC)

4. D2025/047 : RÉFECTION DES RÉSEAUX HUMIDES ET TROTTOIRS AVENUE DU VAL D'ARDÈCHE : AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a confié au Cabinet RCI une mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de renouvellement des réseaux humides et réfection des trottoirs de l'avenue du Val d'Ardèche (RN102) de la place du Champ de Mars au Pont de l'Apic.

A l'issue du dossier projet définitif, au vu du coût prévisionnel définitif des travaux, le Cabinet RCI a transmis l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre en intégrant l'augmentation de l'emprise des travaux due principalement au déplacement de l'arrêt de bus.

- Coût prévisionnel des travaux HT	832 295.12 €
- Taux de rémunération	5.5%
- Forfait de rémunération	45 776.23
- Forfait phase 1 AVP + topo	5 500.00

Total maîtrise d'œuvre	51 276.23 € HT
------------------------	----------------

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal la proposition d'honoraires définitive du Cabinet RCI pour la mission de maîtrise d'œuvre qui s'élève à 51 276.23 €HT, soit 61 531.48 € TTC.

Décision : Après délibération, à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre avec le Cabinet RCI, dont les honoraires s'élèvent à 51 276.23 €HT, soit 61 531.48 € TTC pour cette opération.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

5. D2025/048 : RÉFECTION DES RÉSEAUX HUMIDES ET TROTTOIRS AVENUE DU VAL D'ARDÈCHE : CHOIX DES ENTREPRISES

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de renouvellement des réseaux humides et réfection des trottoirs de l'avenue du Val d'Ardèche (RN102) de la place du Champ de Mars au Pont de l'Apic.

Il rappelle que le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 832 295.12 €HT et que cette opération devrait bénéficier des subventions de l'Etat, de l'Agence de l'Eau, de la Région et du Département.

Monsieur le Maire indique que la consultation des entreprises a été réalisée conformément au code de la commande publique. Il demande au conseil de se prononcer sur le choix des entreprises qui seront chargées des travaux :

- Lot n°1 : Réseaux
- Lot n°2 : Aménagements et arrêt de bus

Vu la délibération n°2024/057 du 14 novembre 2024 approuvant le projet de renouvellement des réseaux humides et réfection des trottoirs de l'avenue du Val d'Ardèche (RN102) de la place du Champ de Mars au Pont de l'Apic,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence publié le 4 septembre 2025 et fixant au 30 septembre 2025 à 17h00 la date limite de réception des offres,

Vu le résultat de la consultation des entreprises et l'analyse des offres réalisée en application des critères suivants : valeur technique (40%), prix des prestations (40%) et délai d'exécution (20%),

Après délibération, à l'unanimité, le conseil municipal :

Décide d'attribuer :

- **Lot n°1 : Réseaux** au groupement solidaire ENTREPRISE VALETTE TP 455 route de Jaujac 07380 PRADES (mandataire) et EUROVIA DALA Agence Drôme Ardèche 25 chemin de Saint Pierre 07200 AUBENAS (cotraitant) pour un montant de 474 886.00 €HT, soit 569 863.20 €TTC,
- **Lot n°2 : Aménagements et arrêt de bus** au groupement solidaire EUROVIA DALA Agence Drôme Ardèche 25 chemin de Saint Pierre 07200 AUBENAS (mandataire) et ENTREPRISE VALETTE TP 455 route de Jaujac 07380 PRADES (cotraitant) pour un montant de 299 993.10 €HT, soit 359 991.72 €TTC
- Autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à ces marchés de travaux,

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

6. D2025/049 : INSTALLATION D'UN NOUVEAU SYSTÈME DE CHAUFFAGE AU COMPLEXE PÉRISCOLAIRE : CHOIX DE L'ENTREPRISE

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la Commune met à la disposition du SIVU de l'École du Val d'Ardèche le bâtiment qui abrite les services périscolaires (cantine et garderie), 55 passage du Fabricou.

Jusqu'à présent, ces locaux étaient chauffés par le système de chauffage collectif des appartements de la résidence Jean Mounier, gérés par Ardèche Habitat.

Considérant qu'il est préférable, notamment pour des raisons de facilité de gestion et d'adaptation aux exigences du service public, de rendre le complexe périscolaire indépendant de la résidence Jean Mounier, la Commune a consulté des entreprises spécialisées en vue d'y installer un système de chauffage autonome par pompe à chaleur air/eau.

Après examen des offres, il est proposé au conseil municipal :

- de désigner l'entreprise ESTEVE FRERES, pour réaliser les travaux d'installation d'un nouveau système de chauffage par pompe à chaleur air/eau ;
- d'autoriser le Maire à valider le devis de travaux dont le montant s'élève à 11 580.00 € HT soit 13 896.00 € TTC.

Après débat et vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

7. D2025/050 : MISE EN VENTE DES BÂTIMENTS 5B RUE MERCIÈRE ET 14 RUE DE LA FONTAINE : CHOIX DE L'AGENCE

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de mise en vente des deux bâtiment communaux situés 14 rue de la Fontaine et 5B rue Mercière, approuvé par la délibération n°2025/042 du 3 juillet 2025.

Il rappelle que les ventes de biens immobiliers du domaine privé des collectivités ne sont pas soumises au code des marchés publics, et que les communes peuvent céder leurs immeubles de gré à gré, sans procéder à une publicité ou à une procédure de mise en concurrence, le maire étant simplement tenu d'informer le conseil municipal de l'ensemble des candidatures dont il a connaissance.

Aucune offre n'ayant été déposée depuis la publication de la délibération du 3 juillet 2025, Monsieur le Maire propose, après consultation d'agences immobilières, de confier la mise en vente de ces biens à l'agence ORPI « Ad Hoc Immobilier », 39 boulevard Gambetta 07200 AUBENAS.

À cet effet, il demande au Conseil Municipal de l'autoriser à établir un mandat de vente non exclusif avec cette agence immobilière.

Il rappelle que la valeur de l'immeuble de la rue de la Fontaine est estimée à 91 600 € et celle du bâtiment de la rue Mercière à 20 000 €.

Après débat et vote, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à signer avec l'agence ORPI « Ad Hoc Immobilier » d'Aubenas un mandat de vente non exclusif en vue de l'aliénation des immeubles communaux situés 14 rue de la Fontaine et 5B rue Mercière.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

8. D2025/051 : SERVICE DES EAUX : APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LA QUALITÉ ET LE PRIX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT 2024

Conformément aux articles L 2224-5 et D 2224-1 du code général des collectivités territoriales, le maire présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers.

Il est demandé à l'assemblée municipale d'approuver le rapport suivant (ci-annexé) pour l'année 2024, et notamment :

- **indicateurs techniques :**

Points de prélèvements, volumes d'eau prélevés, périmètre du réseau d'assainissement, contrôle des installations d'assainissement non collectif, nombre de branchements, volumes d'eau distribués et collectés, travaux réalisés et envisagés,

- **indicateurs financiers :**

Pour le prix de l'eau et de l'assainissement : tous les éléments relatifs au prix du mètre cube, les modalités de tarification selon les types d'abonnement, les redevances de l'agence de l'eau, la TVA, le cas échéant, les surtaxes communales ;

Pour la gestion : encours de la dette, montant des travaux réalisés.

Le rapport sera publié sur le site internet de la Mairie.

Après débat et vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Votant	Bresse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

9. D2025/052 : BUDGET PRINCIPAL 2025 : DÉCISION MODIFICATIVE N°1

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le budget primitif principal de la Commune a été voté le 10 avril 2025.

Il propose de prendre la décision modificative suivante afin d'ajuster le montant de la participation due au Syndicat PNR des Monts d'Ardèche :

Section de fonctionnement - Dépenses

Article	Libellé	Prévu	DM 1	Total article
65568	Contribution Syndicat Dép Energie 07	525.00	-525.00	0.00
65568	Contribution Syndicat PNR Monts d'Ardèche	2 500.00	525.00	3 025.00
TOTAL			0.00	

Après débat et vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Votant	Bresse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

10. D2025/053 : BUDGET 2025 : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À DES ASSOCIATIONS

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le budget primitif 2025 comportait des subventions de fonctionnement aux diverses associations.

Afin de récompenser et d'encourager la participation des associations locales à l'animation de la commune et à l'organisation d'actions qui contribuent au bien commun (activités au profit des scolaires, manifestations dans le cadre d'« Octobre rose », actions en faveur de la préservation du patrimoine communal...), Monsieur le Maire propose au conseil municipal :

- de verser à l'association « La Foulée Athogienne » la subvention de **500 €** qui était initialement attribuée à l'AFM Téléthon (il n'y a plus d'animation Téléthon sur la commune).
- d'attribuer une subvention exceptionnelle de **300 €** à l'association « La Fabrik » ainsi qu'une subvention exceptionnelle de **300 €** à l'association « La Boule de la Gravenne, cette dépense étant imputée sur la ligne "diverses associations à ventiler" prévue au compte 65748 du Budget Primitif 2025.

Après débat et vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X		X	X	X	X	X	X		X	X	X	12
Contre																0
Abstention																0
Déport					X											1

11. D2025/054 : FINANCES : RÉPARTITION DES RECETTES DE LA VENTE DES CONCESSIONS FUNÉRAIRES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ANNEXE DU CCAS

Monsieur le Maire rappelle que jusqu'à aujourd'hui la Commune attribuait les produits des concessions funéraires pour les deux tiers à son budget principal et pour un tiers au budget annexe du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), sur la base de l'article 3 de l'ordonnance du 6 décembre 1843.

Or cette obligation a été abrogée par la loi n°96-142 du 21 février 1996, et l'instruction n°00-0789-MO du 27 septembre 2000 de la Direction générale de la comptabilité publique a précisé que la Commune pouvait librement décider des modalités de répartition du produit perçu à l'occasion de l'octroi de concessions de cimetières ; cependant ces modalités doivent être validées par une délibération du conseil municipal.

C'est pourquoi le Service de Gestion Comptable d'Aubenas a sollicité la Commune afin qu'elle précise les modalités de répartition du produit des concessions qu'elle souhaite officialiser, en application de la loi du 21 février 1996.

Monsieur le Maire propose ainsi au conseil municipal que les recettes des concessions funéraires soient intégralement affectées au budget principal, et que les pertes de recettes

qui en résultent pour le CCAS soient compensées par un ajustement de la subvention de fonctionnement annuelle versée par la commune à celui-ci.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2223-15,

Vu l'article 3 de la loi n°96-142 du 21 février 1996,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide d'affecter la totalité du produit des concessions funéraires au budget principal de la Commune,
- Dit que la perte de produit induite pour le CCAS sera compensée par l'ajustement de la subvention de fonctionnement versée au budget annexe du CCAS,
- Dit que la recette (produit des concessions) sera inscrite au budget au compte 70311,
- Dit que la dépense (subvention au CCAS) sera inscrite au budget au compte 657362,
- Décide d'appliquer cette décision à compter du 1^{er} janvier 2026.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

12. D2025/055 : ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU PERSONNEL : ADHÉSION AU CONTRAT GROUPE 2026-2029 PROPOSÉ PAR LE CENTRE DE GESTION

Le Maire expose :

Dans le respect du Code de la commande publique et après avoir recueilli les intentions des collectivités, le Centre de Gestion de l'Ardèche a lancé un marché en procédure avec négociation pour la mise en place d'un contrat groupe à adhésion facultative relatif à l'assurance des risques statutaires du personnel des collectivités territoriales et établissements publics de l'Ardèche.

La Commission d'Appel d'Offre du Centre de Gestion, réunie le vendredi 4 juillet 2025, a jugé l'offre de CNP ASSURANCES/RELYENS, économiquement viable et acceptable sur la base des critères d'attribution du marché, et a choisi de retenir cette offre.

Considérant que :

- la collectivité a donné mandat au Centre de Gestion en vue de la souscription au contrat groupe d'assurance,
- la collectivité adhère actuellement au contrat groupe d'assurance en cours dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025,
- compte tenu des avantages d'une consultation groupée,

il est proposé d'adhérer au contrat groupe d'assurance des risques statutaires mis en place par le Centre de Gestion dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Durée du contrat** : 4 ans – 1^{er} janvier 2026/31 décembre 2029
- **Contrat souscrit en capitalisation**

- **Délai de déclaration des sinistres** : 120 jours sur l'ensemble des risques
- **Garantie des taux** : 2 ans (01/01/2026 au 31/12/2027) sauf évolution réglementaire qui impacterait les garanties et prestations à verser.

Dans le cadre de la mise en place du nouveau contrat groupe d'assurance des risques statutaires pour la période 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2029, la collectivité devra adhérer via la plateforme en ligne mise en place par CNP-Assurances/Relyens.

Il est précisé le choix de couverture retenue par la collectivité et les bases de cotisation :

1- Adhésion au contrat pour les agents affiliés à la CNRACL :

Taux de cotisation

☒ **Taux de cotisation assureur de 6,50 %**, hors frais de gestion, pour l'ensemble des garanties (tous risques) – **remboursement des indemnités journalières à 90 %** :

- Maladie ordinaire avec une **franchise de 30 jours fixes par arrêt**
- Longue maladie,
- Longue durée,
- Maternité, paternité, adoption,
- Congés d'Invalidité Temporaire Imputable au Service (accidents de travail et maladies professionnelles),
- Décès,
- Prestations dues au titre du congé de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée maintenues à demi-traitement pendant un délai maximum de 12 mois pour tous les agents en attente de décision de l'administration en matière de réintégration, de reclassement, de mise en disponibilité ou d'admission à la retraite, sous réserve que la collectivité ait engagé les démarches nécessaires auprès des instances compétentes.

Assiette de cotisation de la collectivité

Le taux de cotisation s'applique à l'assiette de cotisation composée à minima du Traitement Brut Indiciaire (TBI).

La collectivité fait le choix de compléter son assiette de cotisation avec les éléments optionnels suivants :

- ☒ Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)
- ☐ Supplément familial de traitement (SFT)
- ☐ Indemnités accessoires (primes, indemnités ou gratifications versées) à l'exclusion de celles affectées à des remboursements de frais
- ☐ RIFSEEP (IFSE et CIA)
- ☐ charges patronales pour un taux forfaitaire compris entre 10% et 60% dans la limite des charges dont la collectivité est redevable,

Il est à noter que la base de l'assurance pourra être modifiée à chaque échéance annuelle sous réserve d'un préavis de 2 mois.

Vu le code général de la Fonction publique,

*Vu le code général des Collectivités Territoriales,
Vu le code des assurances,
Vu le Code de la commande publique,
Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 85-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,*

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires mis en place par le Centre de Gestion et selon les modalités proposées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à cette affaire.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte les propositions ci-dessus.

Votant	Breyse	Chapuis	Guichard	Lascombe	Liogier	Morel	Pialat	Piq	Roure	Tassan	Teston	Testud	Viannet	Vidal	Volparo	Total
Pour		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	13
Contre																0
Abstention																0
Déport																0

13. QUESTIONS ORALES

Le Maire constate qu'aucune question orale n'a été posée conformément à l'article 5 du règlement du Conseil municipal.

14. INFORMATIONS DIVERSES

- **Médiathèque** : Le rapport d'activité 2024 a été présenté. Le nombre de bénévoles est en augmentation, ainsi que le nombre d'usagers réguliers. Les animations proposées par la médiathèque en 2024 ont réuni plus de 2800 participants.
Ce rapport positif démontre que la structure répond bien à sa mission de service public dans les domaines de la culture et de l'animation.
- **Espace de remise en forme** : les 8 agrès de l'aire de fitness ont été installés et sont opérationnels dès cette fin octobre sur le site de la Condamine.
- **Travaux** :
 - La première phase des travaux de réfection des réseaux et aménagements de l'avenue du Val d'Ardèche vont commencer vers le 15 novembre (entre le pont de l'Apic et l'entrée du parking de Lafarge).
 - Les travaux de réparation consécutifs aux intempéries d'octobre 2024 vont se poursuivre avec la réfection du mur de soutènement des faîsses du pont du Diable et dans un second temps la remise en état de la passerelle de Luzet.

- *Rénovation école* : la subvention DETR n'a pas été accordée, une nouvelle demande sera déposée. La subvention au titre du Fonds vert est moins importante que prévu car la base est plafonnée à la partie rénovation énergétique.

- **ESP CLAP** : L'association a fait l'acquisition d'un électrocardiographe. Des examens seront donc possibles sur place, en amont de la consultation d'un cardiologue. L'équipe comprend à ce jour 3 infirmiers et un kinésithérapeute en activité. Le projet de maison de santé avance, une rencontre avec Ardèche Habitat est prévue en novembre.
- **Repas de Noël du CCAS** : Il aura lieu le samedi 13 décembre à la salle polyvalente, au profit des personnes de 65 ans et plus inscrites sur la liste électorale. Il sera préparé par le restaurant les Pavés Gourmands. Les colis pour les personnes de 80 ans et plus seront confectionnés par « le Jardin Athogien ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15 le 23/10/2025.

Procès-verbal arrêté à Thueyts, le

Le Maire,
Pierre CHAPUIS

La Secrétaire de Séance,
Josiane VIANNET